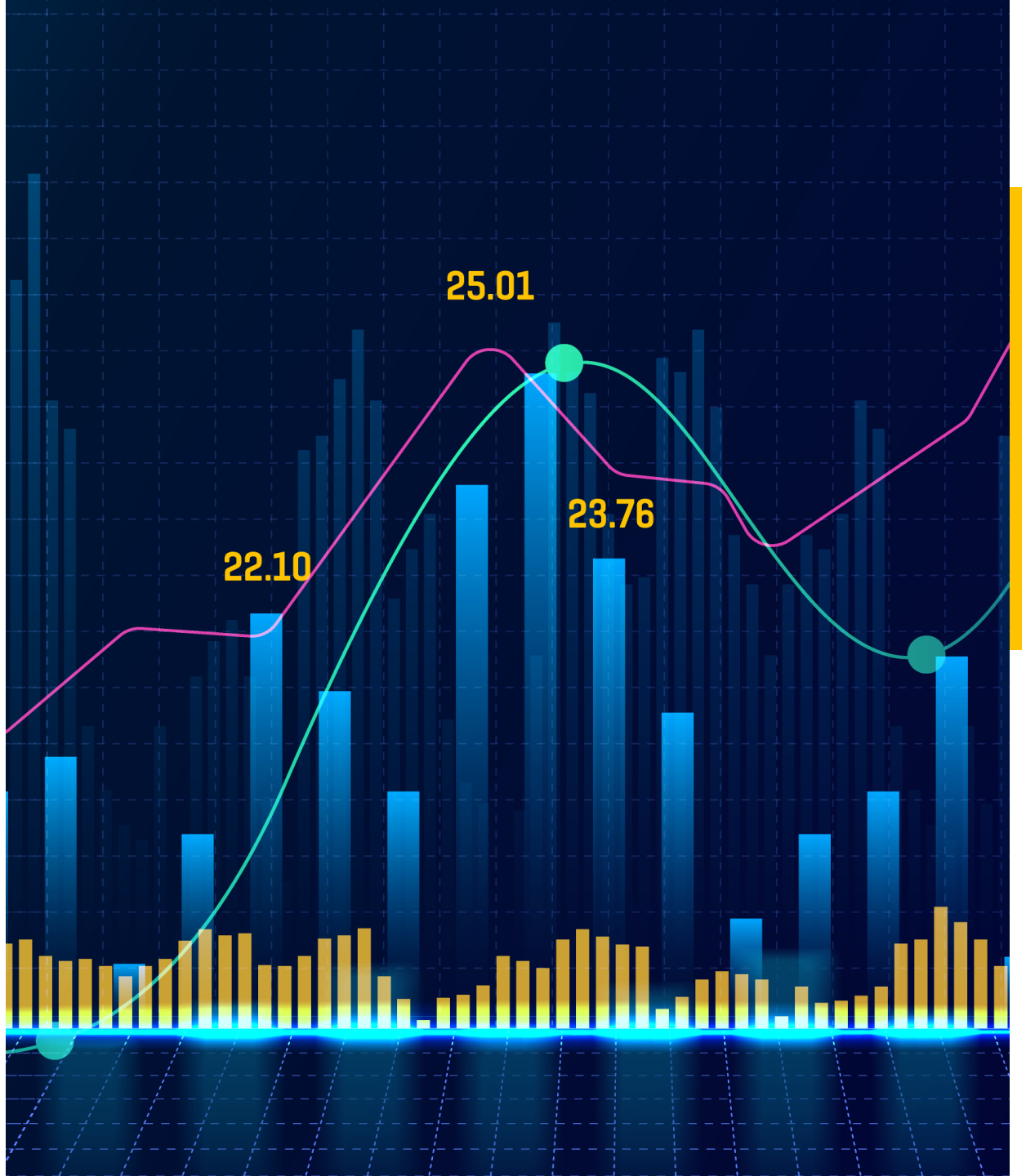


Comité des statistiques publiques

Réunion du 22 novembre 2023

Ordre du jour

1. Mot de bienvenue et introduction du Président (5’)
2. Présentation de projets (5*15’)
3. Rapports des groupes de travail du CSP (5*5’)
4. Discussion libre (10’)
5. Conclusion du Président (5’)

Ordre du jour

1. Mot de bienvenue et introduction du Président

Ordre du jour

2. Présentation de projets:

- IGSS
- SCRIPT
- Observatoire de l’Egalité
- ADEM
- STATEC

IGSS

Comité des statistiques publiques

22 novembre 2023

STATEC

La *Luxembourg Microdata Platform on Labour and Social Protection* :

Un service pour la recherche

Mireille Zanardelli (IGSS)

Luxembourg Microdata Platform on Labour and Social Protection

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Sécurité sociale

Inspection générale de la sécurité sociale

Ordre du jour

- Quelques rappels sur le fonctionnement de la LMDP
- Enrichissement récent du dictionnaire de données
- Les possibilités offertes par la LMDP
- Digitalisation : création de l'application ask4mdp

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Sécurité sociale

Inspection générale de la sécurité sociale

Créée en 2018

Collaboration entre l'IGSS et le Ministère du Travail et de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire

Luxembourg Microdata Platform on Labour and Social Protection

- **Plateforme d'accès aux données individuelles administratives**
- **Destinée à faciliter l'accès aux données individuelles administratives pour une finalité exclusivement STATISTIQUE (en conformité avec le RGPD)**
- **A usage exclusif des experts (chercheurs, analystes)**
- **Pour promouvoir l'étude et la recherche**

Fondement de la LMDP : Article 89 du RGPD

Application des principes fondateurs du RGPD : privacy by design, privacy by default, gestion des risques de réidentification et de divulgation de données personnelles

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Sécurité sociale

Inspection générale de la sécurité sociale

Les piliers de la LMDP

1. Un accès à distance sécurisé qui garantit le confinement et la traçabilité des données

2. Des critères d'éligibilité appliqués aux demandeurs

3. Des critères d'éligibilité appliqués aux demandes de données

4. Un dictionnaire des données proposant une protection par défaut des données mises à disposition de la recherche

5. Une analyse de proportionnalité spécifique à chaque demande de données consistant à appliquer de manière rigoureuse le principe du "need to know" et à trouver des mesures de protection ad hoc

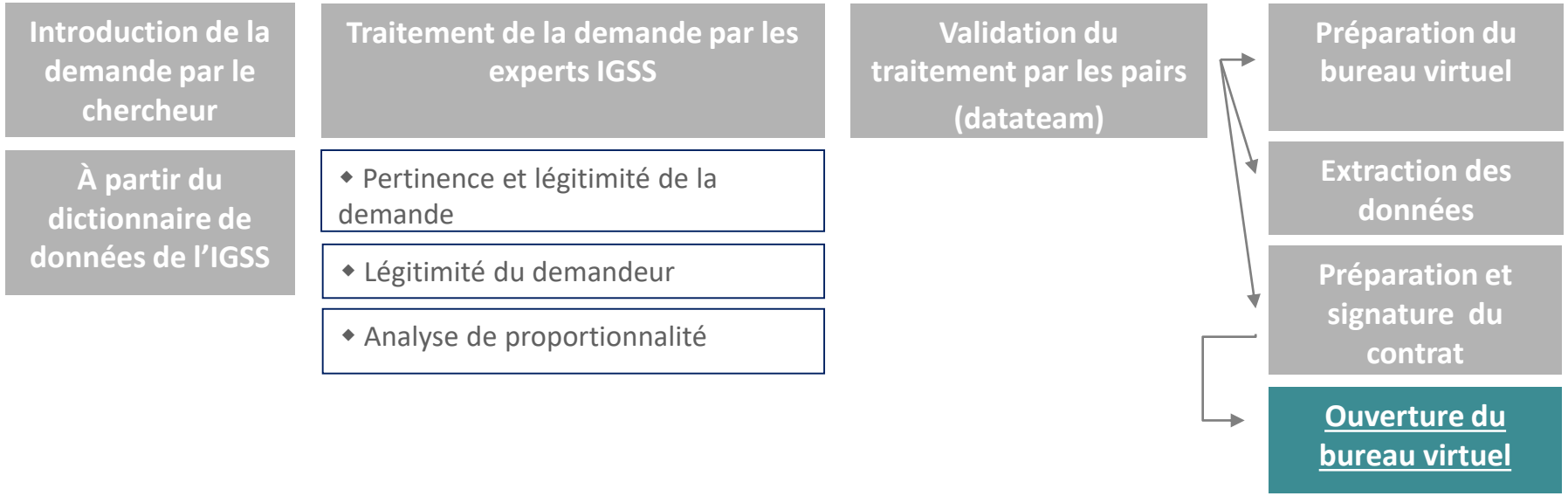
6. Une validation par les pairs de l’analyse de proportionnalité

7. La signature d'un accord de confidentialité qui décrit les devoirs du demandeur

8. Une procédure d'output checking systématique

Une demande de données

- se compose de plusieurs étapes
- nécessite la collaboration de plusieurs personnes à l'IGSS aux rôles et compétences différents
- intervenant parfois de façon séquentielle, parfois de façon simultanée



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Sécurité sociale

Inspection générale de la sécurité sociale

Ordre du jour

Quelques rappels sur le fonctionnement de la LMDP

Enrichissement récent du dictionnaire de données

Les possibilités offertes par la LMDP

Digitalisation : création de l'application ask4mdp

Luxembourg Microdata Platform on Labour and Social Protection

Data Dictionary

Inspection générale de la sécurité sociale

Last update: 07/08/2023
Contact: microdata.platform@igss.etat.lu

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Sécurité sociale

Inspection générale de la sécurité sociale

Content of administrative data registers

1. Individual data 8
1.1 Individual sociodemographic characteristics 8
1.2 Characteristics of individuals registered in the Luxembourgish social security 11
1.3 Child-parents relationships 11
1.4 Spouses relationships 12
1.5 Household 12
2. Labor market data 14
2.1 Characteristics of jobs 14
2.2 Characteristics of employers 23
2.3 Work absences 24
2.4 Redeployments 25
3. Social benefits data 26
3.1 Family benefits 26
3.2 Replacement benefits 30
3.3 Social assistance benefits 34
4. Health data 37
4.1 Medical acts 37
4.2 Auxiliary services related to medical acts 41
4.3 Stays and treatments in hospital 43
4.4 Secondary identified diagnosis related to stays or treatment in hospital 46
4.5 Complementary hospital fees 47
4.6 Healthcare providers 50
4.7 Medications 54

Le dictionnaire contient les données auxquelles l'IGSS accède dans le cadre de ses missions.

Sources principales :

- **CCSS**
- **CNS**
- **CAE**
- **RNPP**
- **FNS**

Enrichissements à venir :

- **assurance dépendance**

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Sécurité sociale

Inspection générale de la sécurité sociale

Content of administrative data registers

1. Individual data 8
1.1 Individual sociodemographic characteristics 8
1.2 Characteristics of individuals registered in the Luxembourgish social security 11
1.3 Child-parents relationships 11
1.4 Spouses relationships 12
1.5 Household 12
2. Labor market data 14
2.1 Characteristics of jobs 14
2.2 Characteristics of employers 23
2.3 Work absences 24
2.4 Redeployments 25
3. Social benefits data 26
3.1 Family benefits 26
3.2 Replacement benefits 30
3.3 Social assistance benefits 34
4. Health data 37
4.1 Medical acts 37
4.2 Auxiliary services related to medical acts 41
4.3 Stays and treatments in hospital 43
4.4 Secondary identified diagnosis related to stays or treatment in hospital 46
4.5 Complementary hospital fees 47
4.6 Healthcare providers 50
4.7 Medications 54

Projets actuels dans le domaine de la santé

- Childhood (observatoire national de la santé)
- PDCARE (LIH)

Ordre du jour

Quelques rappels sur le fonctionnement de la LMDP

Enrichissement récent du dictionnaire de données

Les possibilités offertes par la LMDP

Digitalisation : création de l'application ask4mdp

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Sécurité sociale

Inspection générale de la sécurité sociale

Le type de projets soutenus par la LMDP

- Etudes commanditées par un ministère ou un partenaire institutionnel

  Plusieurs évaluations de politiques publiques ont été menées dans le cadre de la LMDP (évaluation du congé parental, des politiques actives de l'emploi, des mesures FSE, des mesures COVID, des contrats d'accueil et d'intégration - CAI)

- Monitoring de la crise COVID

- Recherches indépendantes menées par les centres de recherche

- Soutien méthodologique à la réalisation d'enquêtes (procédure conjointe avec le CTIE)

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Sécurité sociale

Inspection générale de la sécurité sociale

Plus de 50 projets soutenus depuis 2018…

…qui ont permis d'élargir les possibilités offertes par la LMDP

- **Interconnexion avec d'autres données administratives**

Données administratives externes ayant été interconnectées avec les données de l'IGSS	Exemple de projets
Données demandeurs d'emploi (ADEM)	- Etude sur le chômage de longue durée (MTEESS) - Evaluation des mesures actives en faveur de l'emploi
Fichier scolaria (MENEJ)	- Etude TEVA (INFPC) - Etude sur les déterminants du bien-être des enfants (MENEJ)
Données chèques services accueil (MENEJ)	- Etude sur les déterminants du bien-être des enfants (MENEJ)
Fichier des bourses d'études (CEDIES)	- Etude TEVA (INFPC)
Fichier des bénéficiaires de CAI (ministère intégration)	- Evaluation du CAI (Ministère de l'intégration)
Registre de la publicité foncière (cadastre) (en cours)	- Projet de recherche CR_HOUSINQ (LISER)

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Sécurité sociale

Inspection générale de la sécurité sociale

Plus de 50 projets soutenus depuis 2018…

…qui ont permis d'élargir les possibilités offertes par la LMDP

- **Interconnexion avec d'autres données administratives**

- **Enrichissement d'enquêtes par les données administratives**

  Enquête sur le bien-être des enfants enrichie par les données administratives relatives à la situation socio-professionnelle des parents des enfants enquêtés (uniquement pour les consentants)

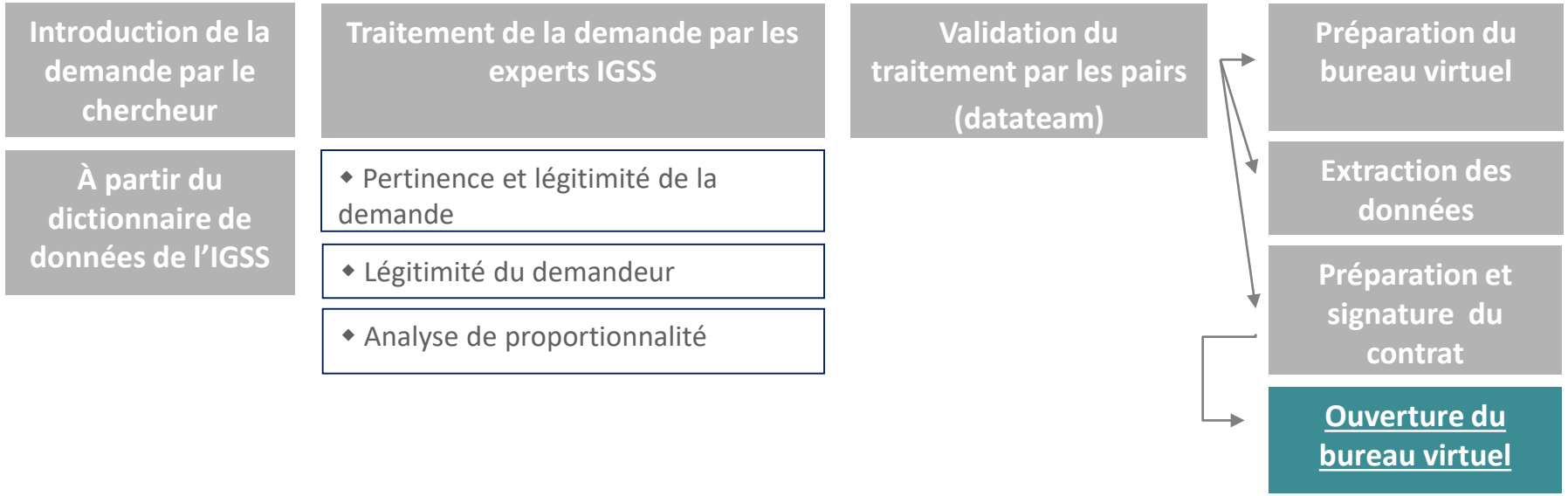
  Enquête sur le sentiment de racisme au Luxembourg enrichie par les données administratives relatives à la situation socio-professionnelle des enquêtés (uniquement pour les consentants)

Ordre du jour

- Quelques rappels sur le fonctionnement de la LMDP
- Enrichissement récent du dictionnaire de données
- Les possibilités offertes par la LMDP
- **Digitalisation : création de l'application ask4mdp**

Une demande de données

- se compose de plusieurs étapes
- nécessite la collaboration de plusieurs personnes à l'IGSS aux rôles et compétences différents
- intervenant parfois de façon séquentielle, parfois de façon simultanée



Application ask4mdp : digitalisation des différentes étapes du cycle de vie d'une demande de données

Ask4mdp

- Assure la mise en œuvre des procédures.
- Organise et coordonne de façon fluide les différentes étapes du cycle de vie d'une demande de données.
- Centralise toutes les informations qui concernent les demandes.
- Garantit la génération automatique de tous les documents en lien avec une demande (notamment l'accord de confidentialité).
- Facilite la communication avec les chercheurs.

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Sécurité sociale

Inspection générale de la sécurité sociale

Plus d'informations sur la LMDP

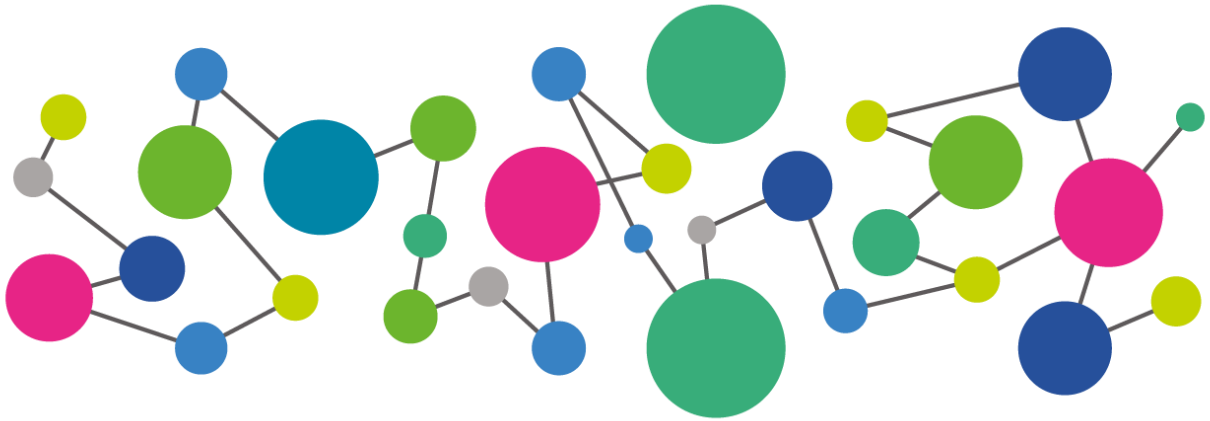
Description complète et détaillée dans le cahier méthodologique publié par l'IGSS
https://igss.gouvernement.lu/fr/publications/apercus-et-cahiers/cahiers-methodologiques/2023.html

SCRIPT

Comité des statistiques publiques

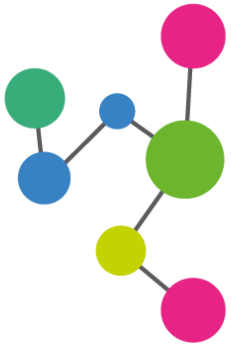
22 novembre 2023

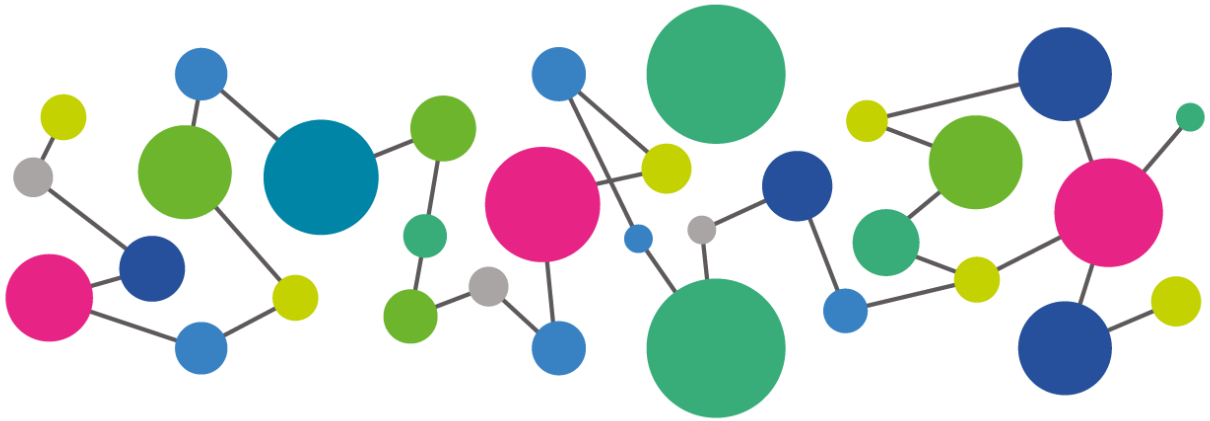
STATEC



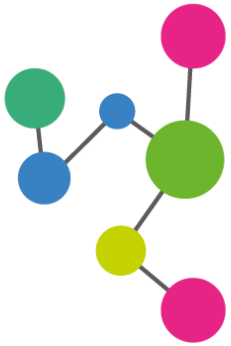
SCRIPT

Service de Coordination de la Recherche
et de l'Innovation pédagogiques et technologiques





Rapports statistiques : d'Excel à l'automatisation



MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE L'ENFANCE ET DE LA JEUNESSE (MENJE)

Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT)

Division du traitement de données sur la qualité de l'encadrement et de l'offre scolaire et éducative

(SCRIPT Data Division)

Structure de la présentation

- CONTEXTE : Qu'est-ce que le processus de collecte de données de l'UOE ?
- LE PASSÉ : Des enjeux multiples
- LE PRÉSENT : Une stratégie sur plusieurs fronts pour surmonter les difficultés
- L'AVENIR : Contrôle de qualité interne et révision simplifiée des publications

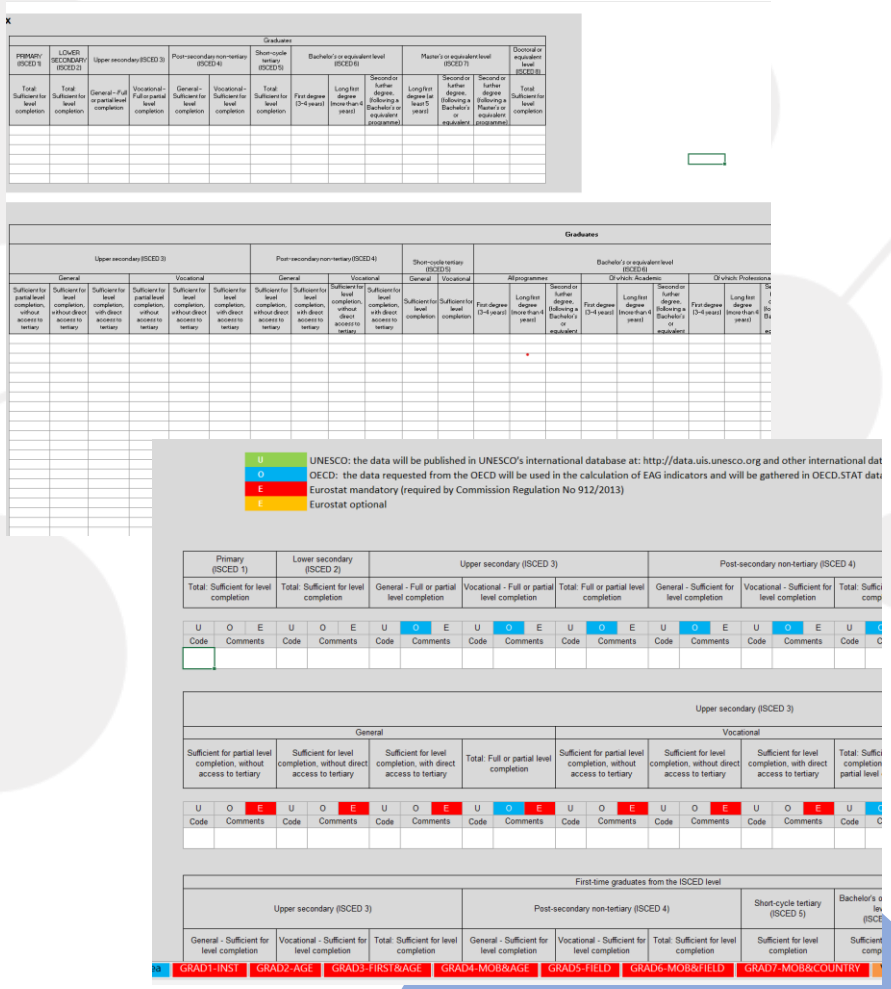
Contexte : Qu'est-ce que le processus de collecte de données de l'UOE ?

- EUROSTAT, OCDE, UNESCO
- Collecte annuelle de données sur les statistiques de l'éducation au niveau national
  - Thèmes : inscriptions, diplômes, entrées, enseignants/personnel, financement, mobilité des étudiants, langues étrangères
  - Depuis 1993
  - Plus de 50 pays
  - Obligatoire pour les pays de l'UE depuis 2008
- Résultats :
  - Tableaux statistiques agrégés, comparaisons et analyses internationales
  - Portail de données d'Eurostat sur l'éducation
  - Regards sur l'éducation (*Education at a Glance*)
  - Education and Training Monitor
  - Analyses ad hoc, publications spécifiques

Unesco OCDE Eurostat

Contexte : Comment fonctionnent les rapports de l'UOE ?

- Fichiers Excel avec des champs et des tableaux prédéfinis (mis à disposition par par l'OCDE et EUROSTAT)
- Manuel de l'UOE et de la Classification Internationale Type de l'éducation (CITE) pour les niveaux et les matières.
- Les statisticiens nationaux collectent, agrègent et complètent les données en appliquant les définitions internationales.
- Pour les pays de l'UE : soumission à EUROSTAT
- Processus de validation des données
- Analyse et diffusion des résultats



Le PASSÉ : Des enjeux multiples

DÉFIS

- Tâche vaste et complexe : 7 questionnaires à remplir, environ 60000 points de données au total
- Ressources humaines insuffisantes et manque d'infrastructure informatique (DB)
- Données incomplètes dans les bases de données administratives
- Manque de temps à consacrer à l'acquisition de connaissances et à la lecture des définitions internationales
- Les exigences de cohérence des données sont difficiles à satisfaire avec le logiciel Excel.

PROBLÈMES

- Données incohérentes d'une année à l'autre, d'un domaine à l'autre
- Retards dans la collecte des données >> retards dans la soumission
- Erreurs à corriger dans le processus de validation des données
- Présentation incohérente du système éducatif luxembourgeois dans les rapports internationaux

Les questions principales

- Comment assurer la qualité des données ?
- Comment garantir le respect des délais de soumission ?

LE PRÉSENT : Une stratégie sur plusieurs fronts pour surmonter les difficultés

1) Élargissement et restructuration de l'équipe : 4 membres de l'équipe (1 coordinateur).
2) Stratégie des données : intégration du stockage et de l'analyse des données dans la base de données analytique interne.
3) Collecte des données : collecte systématique des données et établissement de relations.
4) Renforcement de l'expertise : révision de toutes les définitions, révision des procédures antérieures.
5) Stratégie d'automatisation : rédaction de codes pour garantir la précision des calculs et la réutilisation des codes.

1) Élargissement de l'équipe, restructuration et amélioration des compétences

- Actuellement équipe de 4 personnes
- 1 coordinateur

Contrôle du continuity risk :

- le partage de l'accès aux données, du code et de la méthodologie
- travailler en équipe sur les éléments les plus complexes
- travailler à tour de rôle sur le travail thématique

1) Élargissement de l'équipe, restructuration et amélioration des compétences

- Stratégie de recrutement :
  - à la recherche des competences rares (SQL, R, analyse des données)
  - l'élargissement du pool de recrutement (exp. organisations internationals)

- Investissement dans les ressources humaines
  - Formation continue
  - Travailler en équipe

2) Stratégie des données : intégration du stockage et de l'analyse des données dans la base de données analytique interne.

- Base de données analytique interne
- SQL
- R
- Python
- Git pour le partage du code

Avantages :

- Confidentialité des données : pas besoin de stocker des fichiers intermédiaires avec des informations potentiellement identifiantes, seuls les résultats sont extraits.
- Cohérence: toutes les répartitions sont basées sur la même source (table longue)
- Contrôles de la qualité des données
- Réutilisation du code chaque année

3) Collecte de données : collecte systématique de données et établissement de relations

- Aperçu de la collecte de données
  - Écoles internationales privées
  - Chambre des métiers
  - Écoles internationales publiques
- Instruments structurés de collecte de données (modèles Excel, lettres standardisées)
- Harmonisation des données et saisie dans la base de données

4) Renforcement de l'expertise : examen de toutes les définitions, examen des procédures antérieures

- L'automatisation de l'analyse a permis de gagner du temps et des ressources
- Relecture des définitions
- Intégration de nouvelles sources de données
- Amélioration de la stratégie de calcul
- Échange régulier avec les organisations U-O-E

5) Stratégie d'automatisation : rédaction de codes pour garantir la précision des calculs et la reproductibilité

Lot de codes principaux commun (calcul)

Lot de fonctions auxiliaires commun

- Harmonisation des données
- Validation des données
- Téléchargement des données

6) L'AVENIR : Contrôle de qualité interne et révision simplifiée des publications

- Pré-validation
  - Code reproduisant la procédure de validation des données de l'OCDE
  - L'objectif est de détecter et de corriger les incohérences avant la soumission.

- Lien direct avec les indicateurs et les publications
  - Code calculant les principaux indicateurs internationaux
  - Tâche de validation plus facile

Merci de votre attention!

nevena.zhelyazkova@men.lu

Observatoire de l‘égalité

Comité des statistiques publiques

22 novembre 2023

STATEC

OBSERVATOIRE DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES GENRES

Danièle Siebenaler
Ann Weber
Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité

Plan de présentation

- Les activités du Ministère
- Gender equality index de l'Institut européen pour l'Égalité entre les femmes et les hommes
- Observatoire de l'Égalité
  - Missions
  - Méthodologie
  - Exemples
  - Développements futurs

Le Ministère de l’Égalité des genres et de la Diversité (1)

Égalité et emploi

Égalité et société

Égalité et éducation

Égalité et communes

Le Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité (1)

Égalité et emploi

Programme des actions positives:

- Réalisation d'une étude approfondie du bien-être des femmes et hommes dans l'entreprise
- Établissement d'un plan d'action pour l'égalité
- Soutien de la rétention des talents pour avoir une plus grande mixité à tous les niveaux
- Mise en place des indicateurs et des méthodes de reporting

Le Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité (1)

Égalité et société

- Prévention et lutte contre la violence domestique
- Traite des êtres humains
- Prostitution
- Lutte contre les stéréotypes, sexisme
- Hommes et Égalité

Le Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité (1)

Égalité et éducation

Sensibilisation:

- Lutte contre les stéréotypes: contact direct avec les jeunes et personnel enseignant
- Journées thématiques, ateliers, expositions, rallyes
- Documentation: livres, livrets, brochures

Le Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité (1)

Égalité et communes

Promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes au niveau local:

- Mise en réseau des délégués à l'égalité
- Collecte et partage de bonnes pratiques communales
- Organisation de formations en matière d'égalité pour différents publics cibles

Le Ministère de l’Égalité des genres et de la Diversité (2)

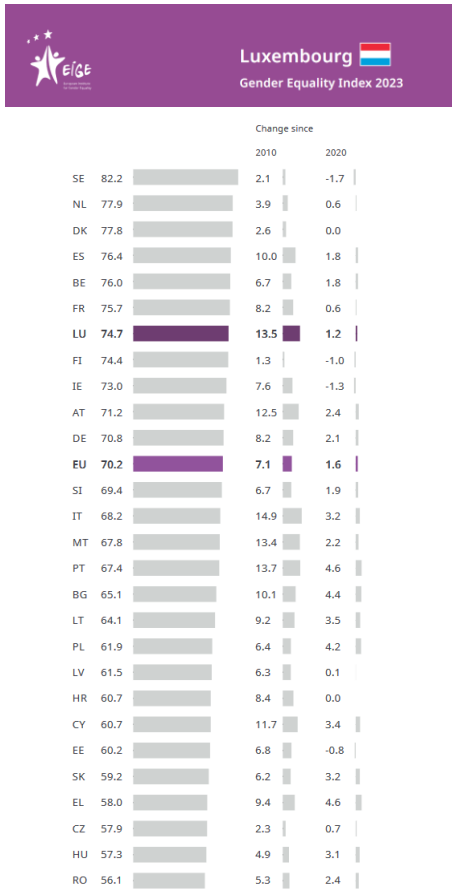
L'intégration transversale de la dimension de genre garantit une meilleure qualité des politiques publiques

car elle permet aux politiques de répondre plus efficacement aux besoins de tous les citoyens - les femmes et les hommes, les filles et les garçons, **dans toute leur diversité et dans tous les domaines**.

L'intégration de la dimension de genre implique **d'analyser la situation existante**, dans le but **d'identifier les inégalités**, et de développer des politiques visant à corriger ces inégalités.

Gender Equality Index (1)

un outil pour mesurer l'égalité entre les genres en **Europe**, développé par EIGE (European Institute for Gender Equality)



- 6 domaines principaux
- 2 domaines additionnels
- 31 indicateurs
- 27 pays EU
- 8 années

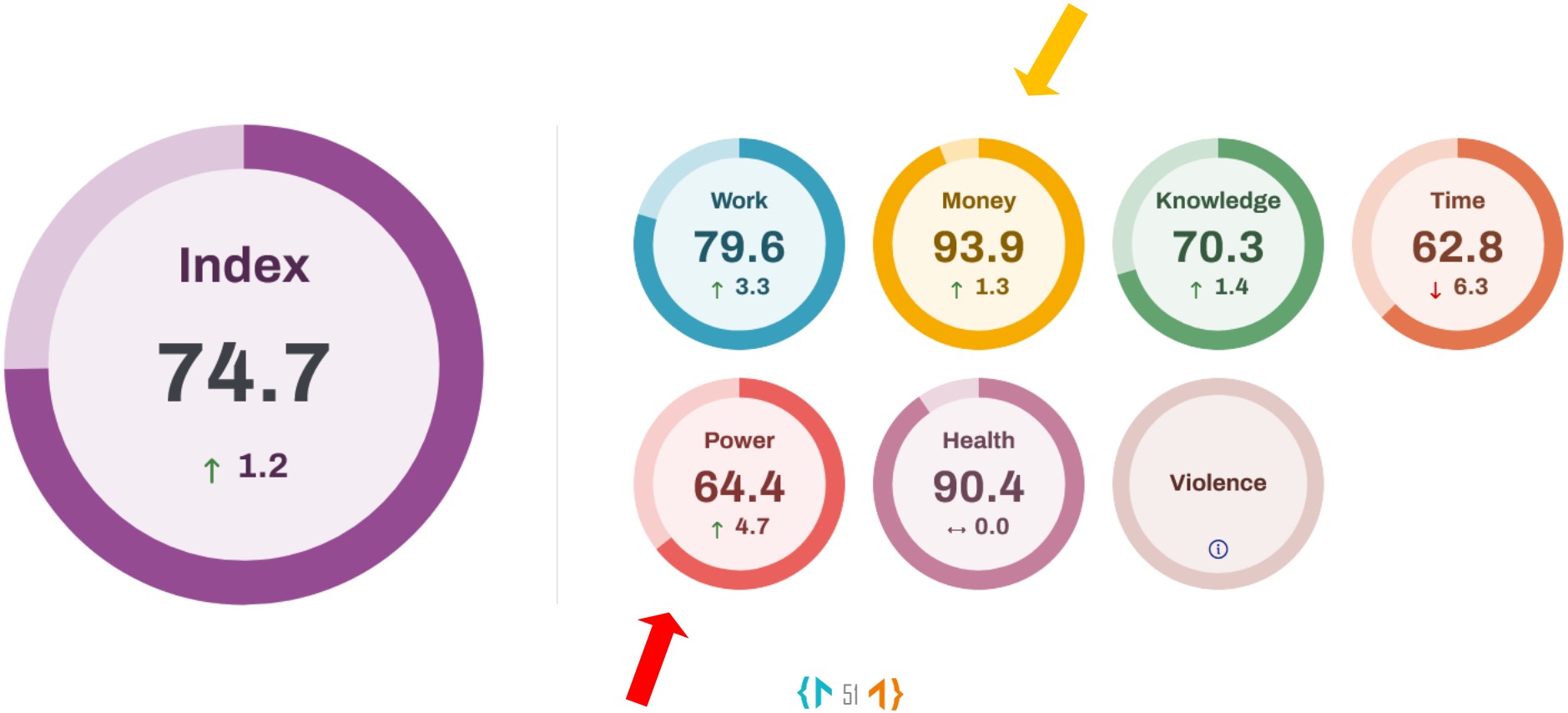
- Emploi
- Revenu
- Savoir
- Temps
- Prise de decision
- Santé

- Violence contre les femmes
- Inégalités intersectionnelles

Gender Equality Index (2)

Luxembourg in 2023 edition

The data for **2023 Index** is mostly from **2021** and **2022**.
The Gender Equality Index gives the EU and the Member States **a score from 1 to 100**. A score of 100 would mean that a country had reached full equality between women and men.



Observatoire de l'Égalité entre les genres (www.observatoire-egalite.lu)(1)

Inspiré au niveau des domaines du Gender Equality Index

MISSIONS

- Fournir un ensemble de données objectives aidant les acteurs oeuvrant dans le domaine de l'égalité à opérer les choix adéquats en matière de politiques d'égalité entre les genres
- Fournir des informations aux professionnels du terrain pour pouvoir évaluer et, en cas de besoin, adapter leur travail
- Rechercher la coopération avec d'autres observatoires publics nationaux et internationaux
- Suivre et analyser les évolutions en matière d'égalité entre les genres au Luxembourg

Observatoire de l’Égalité entre les genres (www.observatoire-egalite.lu)(2)

Observatoire de l’Égalité entre les genres (www.observatoire-egalite.lu)(3)

7 domaines

25+ sources de données

450+ indicateurs / ventilations

Base de données

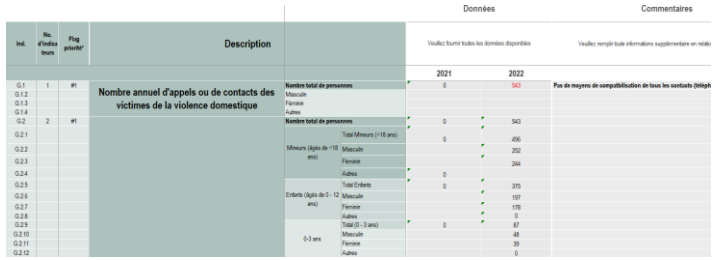
Site internet disponible au public

PL8139

Projet de loi portant 1. création d'un Observatoire de l'Égalité entre les genres;

Méthodologie (1)

Collecte de données par le biais de questionnaires



Ind.	No. d'indicateurs	Flag priorité*	Description		Données 2021	Données 2022	Commentaires
G.1	1	#1	Nombre annuel d'appels ou de contacts des victimes de la violence domestique	Nombre total de personnes	0	543	Pas de moyens de comptabilisation de tous les contacts (téléph
G.1.2				Masculin			
G.1.3				Femme			
G.1.4				Autres			
G.2	2	#1		Nombre total de personnes	0	543	
G.2.1				Total Mineurs (<18 ans)	0	496	
G.2.2				Mineurs (âgés de <18 ans) Masculin		252	
G.2.3				Femme		244	
G.2.4				Autres	0		
G.2.5				Total Enfants	0	375	
G.2.6				Enfants (âgés de 0 - 12 ans) Masculin		197	
G.2.7				Femme		178	
G.2.8				Autres		0	
G.2.9				Total (0 - 3 ans)	0	87	
G.2.10				0-3 ans Masculin		48	
G.2.11				Femme		39	
G.2.12				Autres		0	

Violence domestique

Loi du 30 juillet 2013 portant modification 1. de la loi du 8 septembre 2003 sur la violence domestique; 2. de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police; 3. du Code pénal; 4. du Nouveau Code de procédure civile.

Art. III. ….établissent chaque année des statistiques ventilées par sexe, âge et relation entre auteur et victime et indiquant pour chaque rubrique l'existence ou l'absence d'une situation de cohabitation entre l'auteur et la victime, chacun pour ce qui le concerne, notamment, sur le nombre de plaintes, dénonciations, mesures d'expulsion, autres types d'intervention policière, interventions sociales, poursuites et condamnations pour les infractions visées aux articles suivants:…

Art. IV. Il est un créé un comité de coopération….chargé de centraliser et d'étudier les statistiques…

Méthodologie (2)

Extraction de données déjà publiées

dans bases de données,
sur sites internet,
dans rapports
…
avec indication de la source

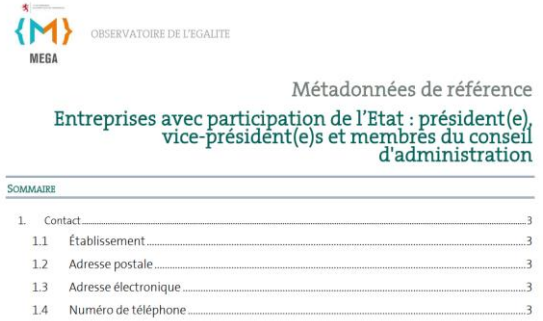
Autres domaines

Source : Ministère de l'Économie

Source : EU-LFS, Eurostat/STATEC

Méthodologie (3)

Publication de métadonnées


OBSERVATOIRE DE L'EGALITE

MEGA

Métadonnées de référence

Entreprises avec participation de l'Etat : président(e), vice-président(e)s et membres du conseil d'administration

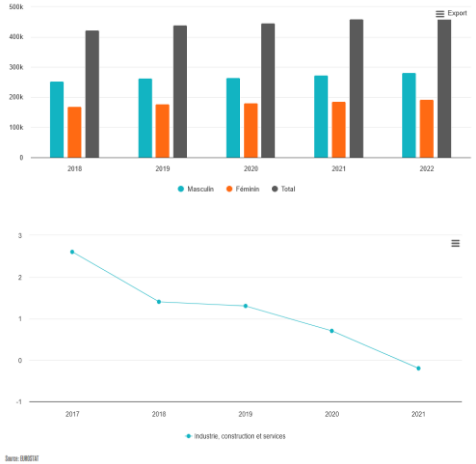
SOMMAIRE

1. Contact 3
1.1 Établissement 3
1.2 Adresse postale 3
1.3 Adresse électronique 3
1.4 Numéro de téléphone 3

Mise à jour annuelle

→Observer évolutions dans le temps

→Évaluer réponses à des mesures



Source: Statec/Eurostat

Méthodologie (4)

Ventilations / désaggrégations :

comprendre des groupes de population

par sexe, par an
par âge
par citoyenneté/nationalité
par relation victime-auteur
par niveau d'education
par secteur d'activités
par profession
…

Diplômés par niveau d'étude,

par activité économique

Diplômés de l'enseignement supérieur par âge

par profession

par citoyenneté / nationalité

OBSERVATOIRE DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES GENRES

OBSERVATOIRE DE L'EGALITÉ
MEGA

1. VIOLENCE DOMESTIQUE | 2. EMPLOI | 3. PRISE DE DÉCISION | 4. EQUILIBRE VIE PROF/PRIVÉE | 5. ÉDUCATION | 6. REVENU | 7. SANTÉ

Domaines

1. Violence domestique

voir les données →

4. Equilibre entre vie professionnelle et vie privée

voir les données →

7. Santé

voir les données →

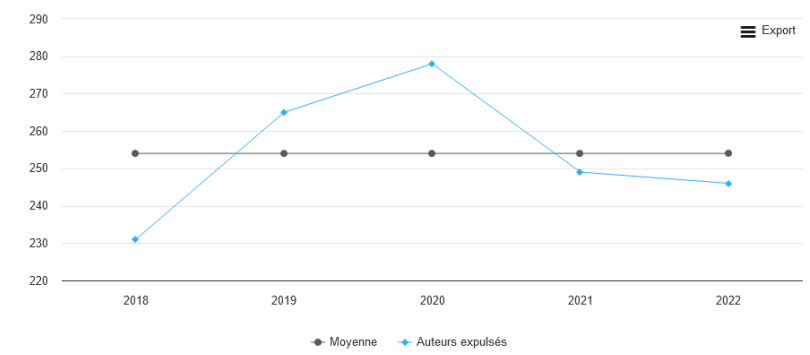
1.1 Interventions policières dans le contexte d'une violence domestique

voir les données →

1.2 Infractions dans

Auteurs soumis à une mesure d'expulsion, autorisée par le Parquet

Métadonnées



1.10 Examens physiques à la suite de violences conjugales physiques

voir les données →

1.11 Examens physi
signalées de violenc

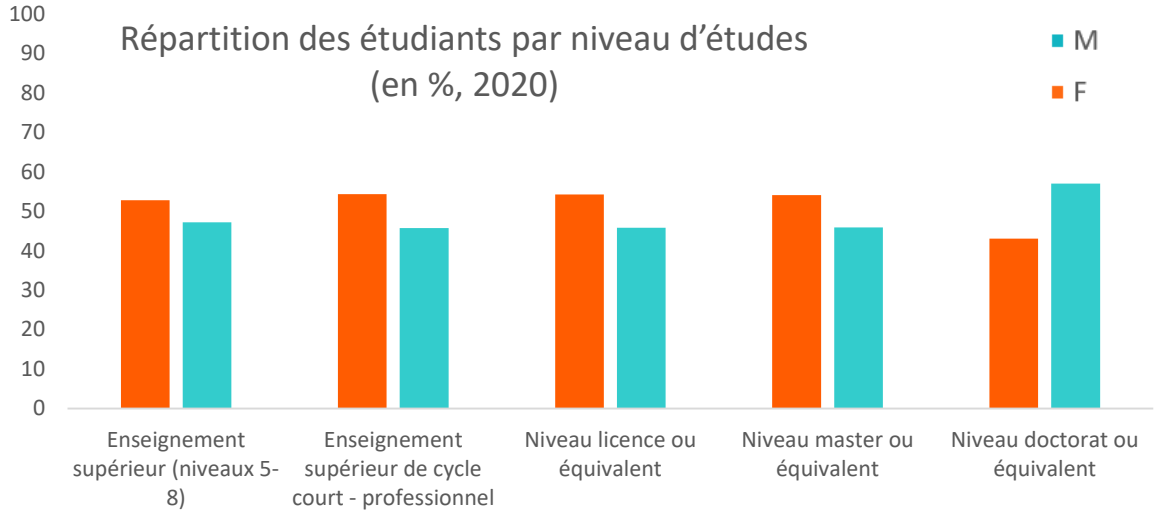
Auteurs par âge et sexe soumis à une mesure d'expulsion, autorisée par le Parquet

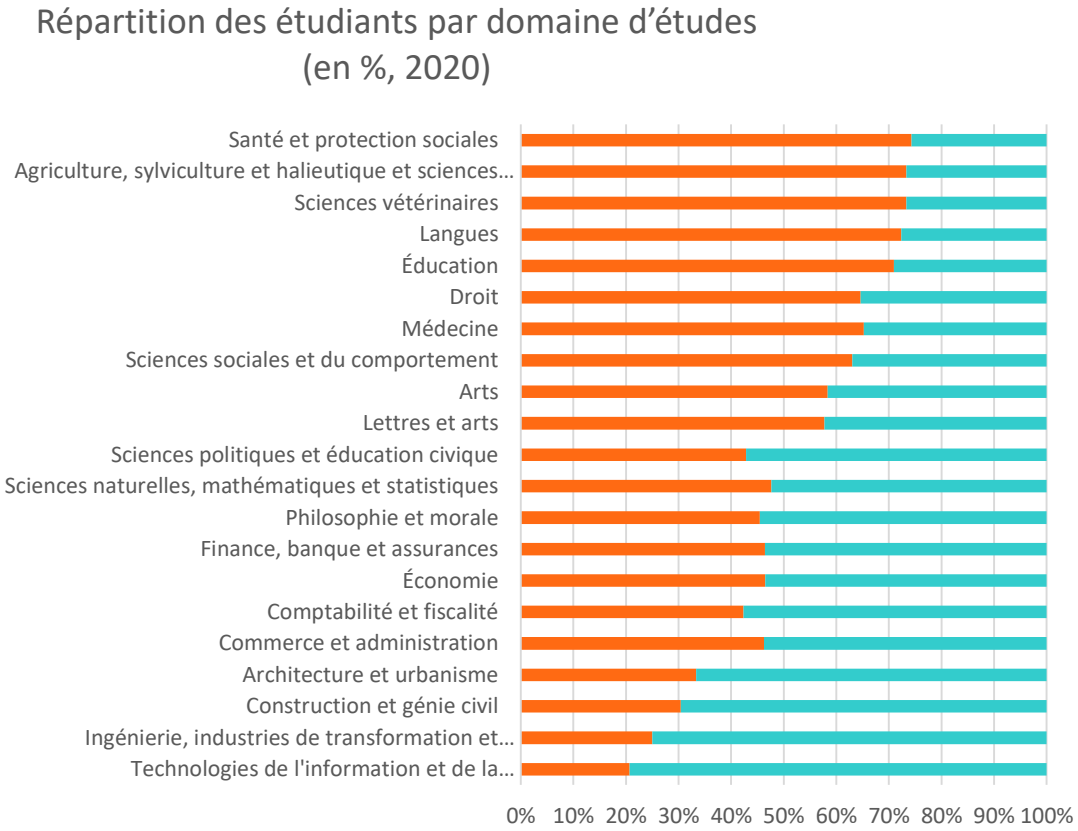
Métadonnées

Ventilations	Masculin	Féminin	Total
2018			
Mineurs (<18 ans)	0	0	0
Adultes (âgés de 18 à <65 ans)	208	20	228
Adultes (âgés de ≥65 ans)	3	0	3
Total 2018	211	20	231
2019			
Mineurs (<18 ans)	0	0	0
Adultes (âgés de 18 à <65 ans)	237	25	262
Adultes (âgés de ≥65 ans)	3	0	3
Total 2019	240	25	265
2020			
Mineurs (<18 ans)	:	:	:
Adultes (âgés de 18 à <65 ans)	:	:	:
Adultes (âgés de ≥65 ans)	:	:	:
Total 2020	:	:	:
2021			
Mineurs (<18 ans)	0	0	0
Adultes (âgés de 18 à <65 ans)	221	20	241
Adultes (âgés de ≥65 ans)	8	0	8
Total 2021	229	20	249
2022			
Mineurs (<18 ans)	0	0	0
Adultes (âgés de 18 à <65 ans)	216	16	232
Adultes (âgés de ≥65 ans)	13	1	14
Total 2022	229	17	246

Source: Parquet du tribunal d'arrondissement de Luxembourg et Diekirch

DOMAINE ÉDUCATION: exemples d'indicateurs

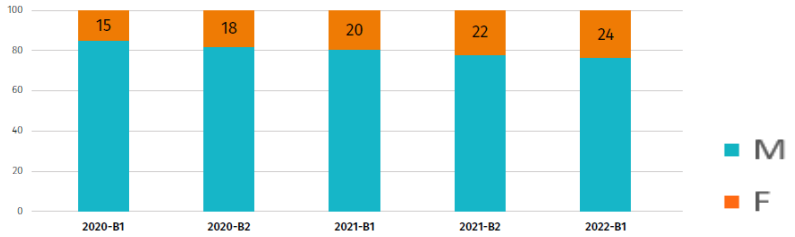




Source: Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse / Eurostat

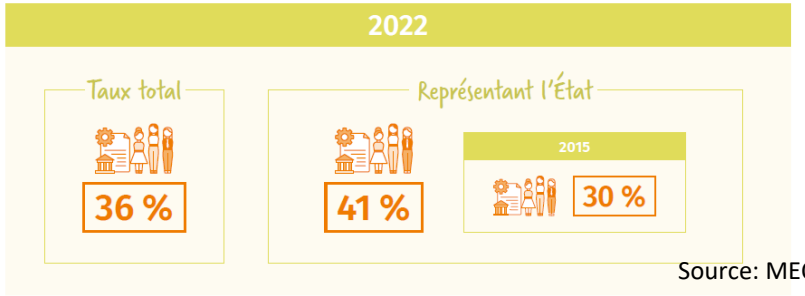
DOMAINE PRISE DE DÉCISION: exemples d'indicateurs

Pourcentage de femmes dans les conseils d'administration des grandes sociétés côtées

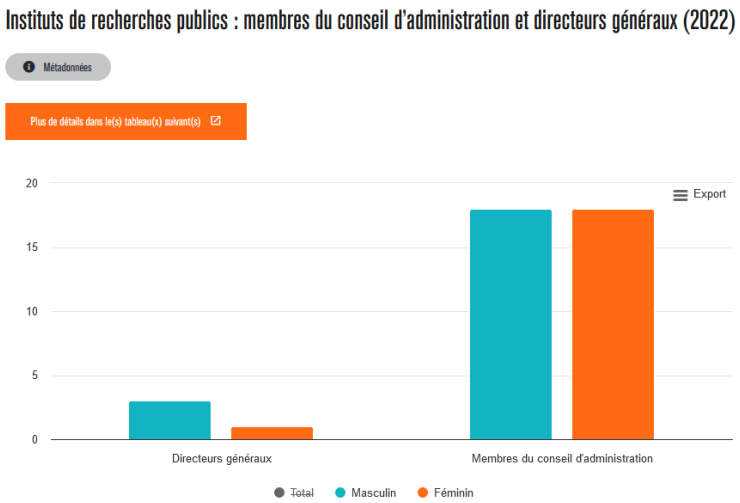


Source: EIGE

Pourcentage de femmes dans les conseils d'administration des établissements publics



Source: MECO



Activités et développements futurs

- Mise à jour annuelle des données
- Simplification / harmonisation des sous-domaines et indicateurs
- Élaboration d'autres sous-domaines
- Communication (factsheets)
- Intersectionnalité (perspective qui considère que la situation sociale des personnes est déterminée par le croisement de plusieurs de leurs caractéristiques personnelles)
- Migration technique
- Amélioration expérience utilisateur (interactivité)

MERCI

DOMAINE EMPLOI

Chiffre clé 2022:

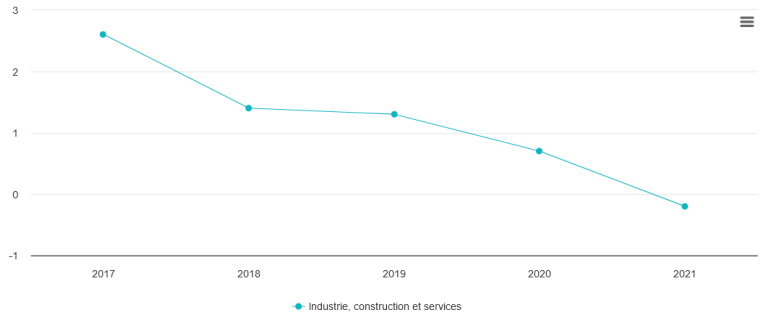
Taux d'emploi entre 15 et 64 ans:

67,1% pour les femmes

73% pour les hommes

Source: Statec

Écart de rémunération entre les hommes et les femmes



Source: Statec/Eurostat

Emploi à temps partiel (en 1000 personnes)

Source: EUROSTAT

Emploi dans activités financières et d'assurance

Source: IGSS, 2022

ADEM

Comité des statistiques publiques

22 novembre 2023

STATEC

Recommandations de l'OCDE pour améliorer les « skills data » au Luxembourg

Inès Baer, Cheffe du Service Statistiques, ADEM

ines.baer@adem.etat.lu

Skills Data?

- **Demande de compétences (« skills demand »)** : besoins actuels et futurs des employeurs en matière de compétences (professions souvent utilisées comme variables proxy)
- **Offre de compétences (« skills supply »)**: compétences actuellement disponibles parmi la main-d'œuvre (salariés et demandeurs d'emploi, résidents et frontaliers) et compétences réellement utilisées au travail
- **Déficits de compétences (« skills gaps »)**: différence entre la demande et l'offre de compétences, au niveau individuel, sectoriel et national
- **Compétences dans l'offre de formation** : compétences qui peuvent être acquises via l'offre de formation (initiale et continue) disponible au Luxembourg (et au-delà)
- **Taxonomie des compétences** : classification commune des professions et des compétences (ISCO/ESCO/ROME…)

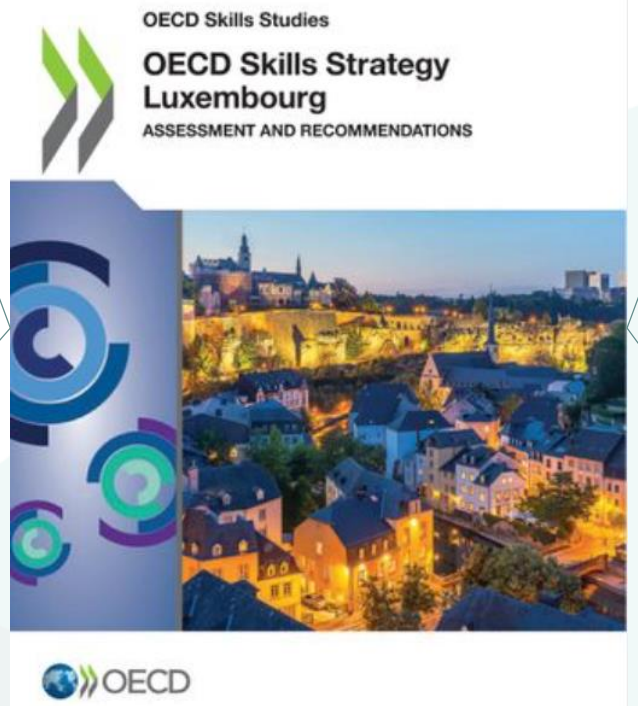
Au Luxembourg, ces données sont principalement disponibles auprès de l'ADEM, l'IGSS, le STATEC et l'INFPC.

Luxembourg Skills Strategy

1. Création de **formations professionnelles continues** adaptées au marché du travail & accessibles

2. **Guider et inciter** l'apprentissage et l'*upskilling/reskilling* tout au long de la vie

SkillsDësch
MTEESS, MENJE, MESR + partenaires sociaux



3. **Attirer et retenir les talents**

4. **Gouvernance des données** sur les compétences

https://gouvernement.lu/en/actualites/toutes_actualites/communiques/2023/02-fevrier/23-meisch-engel-oecd.html

Conclusions générales de l'étude sur les Skills Data

Données essentielles pour informer les décisions en matière de formation, orientation professionnelle, attraction de talents, aides financières, etc.

Nécessité d'améliorer la couverture, granularité, qualité, maintenance et interopérabilité de ces données au Luxembourg

Sujet interministériel (+plus public/privé) qui demande une bonne gouvernance

1. Optimiser la qualité de la collecte de données sur les compétences

Orientations politiques	Recommandations	Parties concernées
Améliorer la précision, la couverture et la granularité des données du Luxembourg sur le marché du travail	4.1. Améliorer l'exactitude des données de la sécurité sociale professionnelle en créant des incitations ciblées pour les employeurs, en renforçant les outils d'orientation existants permettant de déterminer les codes professionnels exacts, et en menant des actions de sensibilisation ciblées	• CCSS • IGSS • RETEL • ADEM • Employeurs et leurs représentants
	4.2. Examiner la possibilité d'introduire les données sur les postes vacants de l'ADEM dans l'outil Skill OVATE du CEDEFOP	• ADEM • LISER
	4.3. Augmenter la part des offres d'emploi créées et signalées par les employeurs à l'ADEM, en mettant en place des incitations et des services à l'intention des employeurs, en particulier des petites et moyennes entreprises, et en menant des actions de sensibilisation à l'initiative des employeurs	• ADEM • Employeurs et leurs représentants
	4.4. Passer en revue les enquêtes existantes auprès des employeurs, ainsi que les données administratives sur les besoins en compétences afin d'évaluer s'il faut entreprendre une enquête nationale auprès des employeurs	• Groupe de travail sur les tendances (ADEM et UEL) • STATEC
	4.5. Adopter une classification professionnelle fondée sur les compétences afin de relier les professions aux compétences	• ADEM

qualifié comme prioritaire

1. Optimiser la qualité de la collecte de données sur les compétences

Élargir la gamme de données sur l'éducation et la formation au Luxembourg et en renforcer la granularité	4.6. Envisager de coupler les enquêtes sur les diplômés de l'enseignement supérieur avec les données administratives	• Université du Luxembourg • MESR
	4.7. Amorcer le suivi des résultats des apprenants adultes en créant un registre de formation centralisé interopérable avec les données administratives et en envisageant de lancer une enquête nationale sur les résultats des apprenants adultes	• INFPC • STATEC
	4.8. Inciter les prestataires de formation des adultes à décrire les résultats d'apprentissage de leurs cours de manière suffisamment détaillée, et élaborer un outil informatique permettant d'extraire une information structurée sur les compétences à partir des descriptions des résultats d'apprentissage	• INFPC

2. Renforcer la coordination et les synergies entre les données sur les compétences

Orientations politiques	Recommandations	Parties concernées
Renforcer la coordination des flux de données sur le marché du travail, l'éducation et la formation au sein du gouvernement et avec les parties prenantes	4.9. Désigner une seule entité pour encadrer la coordination des efforts de collecte et d'analyse de données sur les compétences	Consortium d'autorités publiques : • INFPC • ADEM • IGSS • STATEC
	4.10. Élaborer une charte nationale de données sur les compétences et un plan d'action qui déterminent les rôles, responsabilités et principales procédures administratives des autorités publiques et des parties prenantes afin de coordonner les efforts d'amélioration de la pertinence et de la qualité des données sur les compétences au Luxembourg à court et à moyen terme	• Consortium d'autorités publiques
	4.11. Soutenir le développement de la Plateforme nationale d'échange de données et poursuivre les discussions sur l'inclusion des données relatives aux compétences parmi les principales priorités	• Consortium d'autorités publiques • MESR
	4.12. Mettre au point un protocole simplifié permettant le partage des données existantes sur le marché du travail en créant des « passeports de données » pour réduire le fardeau bureaucratique des utilisateurs de données institutionnels récurrents	• Consortium d'autorités publiques
	4.13. Accroître la valeur de la collecte de données sur les compétences existantes et émergentes en facilitant davantage la publication de données ouvertes sur les compétences	• Consortium d'autorités publiques • Ministère d'État

qualifié comme prioritaire

2. Renforcer la coordination et les synergies entre les données sur les compétences

Créer des synergies entre les sources de données du Luxembourg et celles des pays voisins afin d'optimiser l'offre de données sur les compétences dans la Grande Région	4.14. Dresser une cartographie complète des sources de données sur les compétences des pays voisins	• Instituts de recherche • MFAMIGR • IBA-OIE
	4.15. Promouvoir la mise en place d'une plateforme d'échange de données sur les compétences avec la Grande Région	• Consortium d'autorités publiques • MFAMIGR • IBA-OIE

STATEC

Comité des statistiques publiques

22 novembre 2023

STATEC

Ordre du jour

1. Objectifs de la gestion de projets
2. Cycle annuel
3. Processus de priorisation
4. Suivi de l’exécution
5. Synthèse

Objectifs de la gestion de projets

1. **« Do the right things » = gestion de portefeuille**
   Sélectionner et prioriser les projets qui supporte les objectifs stratégiques
2. **« Do things right » = gestion de projet avec la méthode Quapital**
   Assurer la cohérence dans l'exécution de façon transversale au sein de l'État

Cycle annuel – « Do the right things »

1. **Planning annuel - octobre à décembre**
   - Ajouter les nouveaux projets dans le portefeuille
   - Réévaluer le projets en cours : priorités et coûts
2. **Revue mi-année – juin-juillet**
   - Contrôler la pertinence des décisions prises au planning annuel
   - Intégrer les changements d'environnement et de contraintes

   → Conserver la cohérence globale

Processus de priorisation

Principe

- Score basé sur la complexité et l'impact du projet
- Se concentrer sur les projets avec un maximum d'impact et une complexité maîtrisée

Objectif

- Allouer les ressources aux projets les plus prioritaires
- Communiquer clairement les priorités

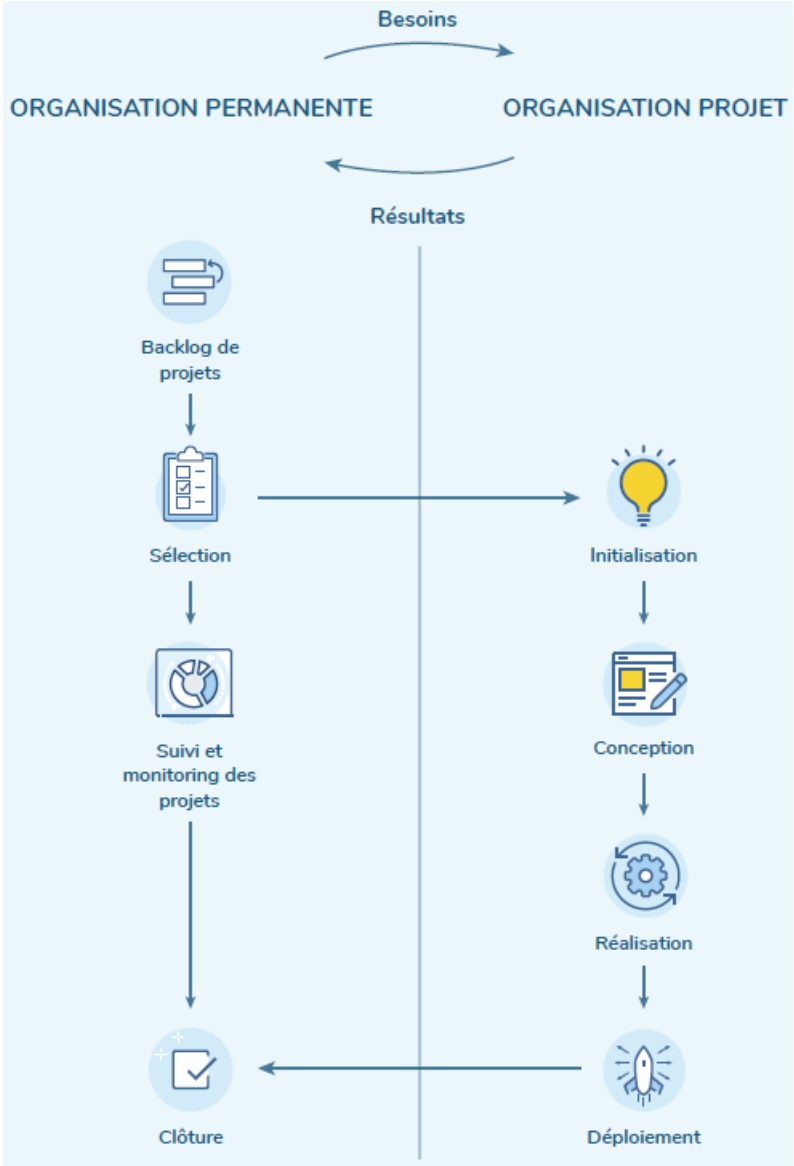
Bottom – up

- Chef de projet/Donneur d'ordre → Comité de direction
- Coordination transversale via la PMO

Suivi de l’exécution

- Reporting mensuel au Comité de Direction
- Principe : « No news, good news »
  - Le Comité se focalise sur les projets qui dérapent ou sont à risque
  - Responsabilité du donneur d’ordre de remonter les risques ou incidents

Synthèse


Besoins
ORGANISATION PERMANENTE
ORGANISATION PROJET
Résultats
Backlog de projets
Sélection
Suivi et monitoring des projets
Clôture
Initialisation
Conception
Réalisation
Déploiement

Ordre du jour

3. Rapports des groupes de travail du CSP

- Application et interprétation du Code de bonnes pratiques
- Résultats Peer Review & Action Points
- Environnement
- Finances publiques
- Statistiques dans le domaine de l’immobilier

Application et interprétation du Code de bonnes pratiques

Comité des statistiques publiques

22 novembre 2023

STATEC

Formations sur le code de bonnes pratiques de la statistique européenne

- STATEC (novembre 2022 et 2023) dans le cadre de la formation spéciale des stagiaires du STATEC
- IGSS (février ou mars 2024)

Résultats Peer Review & Action Points

Comité des statistiques publiques

22 novembre 2023

STATEC

Peer review 2023

- 3ème cycle de Peer Reviews (2007, 2015 et 2022)
- Peer review report publié le 30 juin 2022 (https://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/products-eurostat-news/-/cn-20220630-1)
- Développement d'un plan d'action

Peer review recommendations

1. STATEC and the Other National Authorities should develop and expand publicly available and easily accessible **release calendars** containing information on the date and standardised release time of all upcoming releases of official statistics.

(*Compliance-relevant*: ES CoP, Indicators 6.5 and 13.2)

Peer review recommendations (suite)

3. STATEC and the Other National Authorities should develop clear agreements for the national statistical system on how the sole **responsibility for deciding on statistical methods, standards and procedures, and on the content and timing of statistical releases, is delineated** in the Other National Authorities. (Improvement-related: ES CoP, Indicator 1.4)

Peer review recommendations (suite)

4. STATEC and the Other National Authorities should complete the **systematic use of a logo** to clearly delineate official statistics produced from other reports and analysis at dissemination. (Improvement-related: ES CoP, Indicator 1.6)

STATISTIQUES.lu
LE PORTAIL DES STATISTIQUES

Peer review recommendations (suite)

5. STATEC should develop **a detailed description of the national statistical system that clarifies what it does and does not encompass**, and which includes a comprehensive description of governance and methods of cooperation. (Improvement-related: ES CoP, Indicator 1bis.1)

Peer review recommendations (suite)

6. STATEC and the Other National Authorities should develop a plan to **monitor compliance** with the ES CoP across the national statistical system. (Improvement-related: ES CoP, Indicator 1bis.1)
7. STATEC should develop **quality guidelines** for the national statistical system and monitor and review their implementation. (*Compliance-relevant*: ES CoP, Indicator 1bis.2)
9. STATEC and the Other National Authorities should promote **visibility of the national statistical system** and the ES CoP in the Statistics Portal of Luxembourg and across the websites of the Other National Authorities. (Improvement-related: ES CoP, Indicators 1bis.1, 15.1 and 15.2)

Peer review recommendations (suite)

12. STATEC and the Other National Authorities should **expand quality reporting practices to all official statistics produced by the national statistical system** and ensure publication of quality reports nationally, including quality reports developed by the Other National Authorities. (Improvement-related: ES CoP, Indicators 4.3 and 15.7)
13. STATEC and the Other National Authorities should **introduce the systematic review of statistical processes and outputs**, building on the documentation gathered in the quality reports. (Improvement-related: ES CoP, Indicator 4.2)

Peer review recommendations (suite)

14. STATEC should develop and support the **adoption of standard approaches to methodology** across the national statistical system. (Improvement-related: ES CoP, Indicator 7.2)
15. To ensure operational continuity, STATEC and the Other National Authorities reviewed (Direction de la Santé, Service d'Économie Rurale and Inspection Générale de la Sécurité Sociale) **should develop internal process documentation in a standardised way**, particularly for statistical procedures. (Improvement-related: ES CoP, Indicator 8.4)

Peer review recommendations (suite)

16. STATEC and the Other National Authorities reviewed (Direction de la Santé, Service d'Économie Rurale and Inspection Générale de la Sécurite Sociale) should develop policies and fully implement **processes for archiving data and metadata**. (Improvement-related: ES CoP, Indicator 15.1)

Environnement

Comité des statistiques publiques

22 novembre 2023

STATEC

Agenda

Réunion du 28 novembre 2023

1. **Le tour de table des discussions internationales**
2. **La mise à jour des tables Environnement sur le Portail**
3. **La nouvelle méthode de désagrégation des consommations énergétiques**
4. **Les publications:**
   - **«L'environnement en chiffres»**
   - **«Etat de la nature»**
5. **Les nouveaux modules à la Directive 691/2011**
   (Comptes des écosystèmes, Comptes de la forêt et Transferts environnementaux)
6. **Les contributions au rapport RTEI (OCDE)**

Finances publiques

Comité des statistiques publiques

22 novembre 2023

STATEC

Groupe de travail Finances publiques

Mission

- coordonner les travaux préparatoires ayant trait à la notification EDP
- assurer l'échange de données statistiques et de toutes informations ayant une incidence sur les comptes des administrations publiques

Activité

- 2 réunions par année (juillet & décembre)
- réunion supplémentaire en vue de la visite de dialogue EDP d'Eurostat (prévue pour juin 2024)

Statistiques dans le domaine de l’immobilier

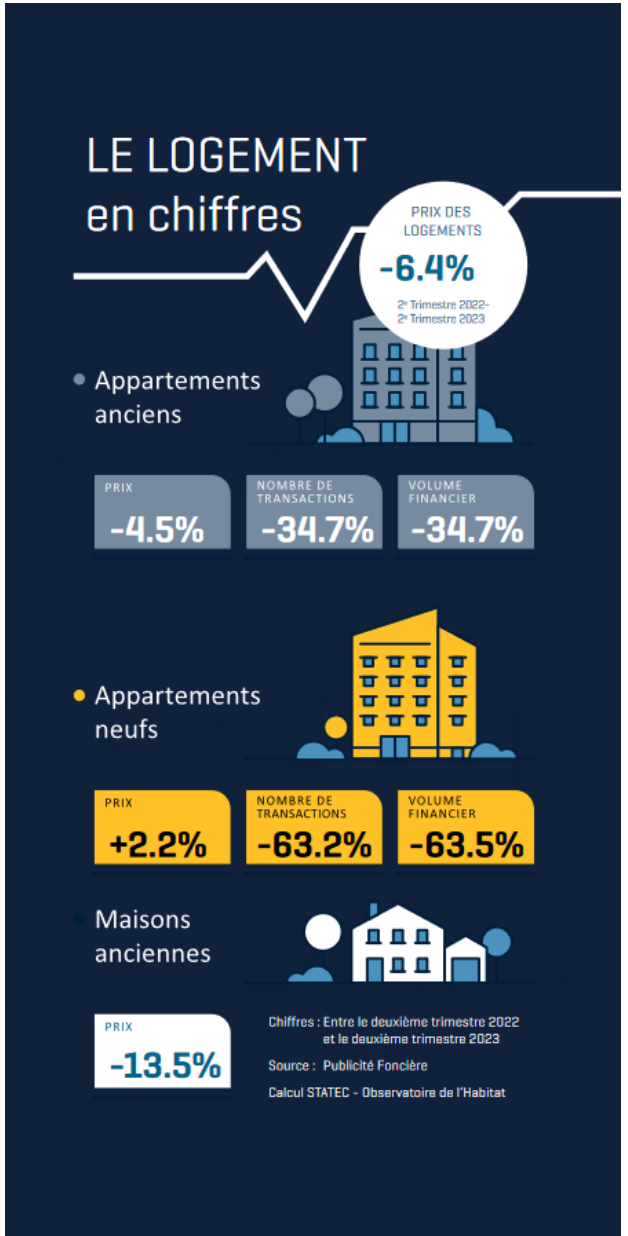
Comité des statistiques publiques

22 novembre 2023

STATEC

GT sur les statistiques dans le domaine de l'immobilier

- Membres du groupe : STATEC, Observatoire de l'Habitat, LISER, BCL, AED.
- Publication de deux « logements en chiffres » en 2023 (publication commune du STATEC et l'Observatoire de l'habitat).



STATEC

Sujets de « Logement en chiffres »

- Evolutions récentes des prix et du nombre transactions et du volume financier des logements.
- 2 focus par publication:
  - Le rôle de l'accessibilité à Luxembourg-Ville dans les prix des appartements.
  - Les évolutions récentes des loyers annoncés.
  - Les évolutions récentes des prix des terrains en zone à vocation résidentielle.
  - Le nombre de transactions et les divergences de prix des appartements à Luxembourg-Ville.

Programme de travail pour les années à venir

- Diverses analyses sur le marché du logement.

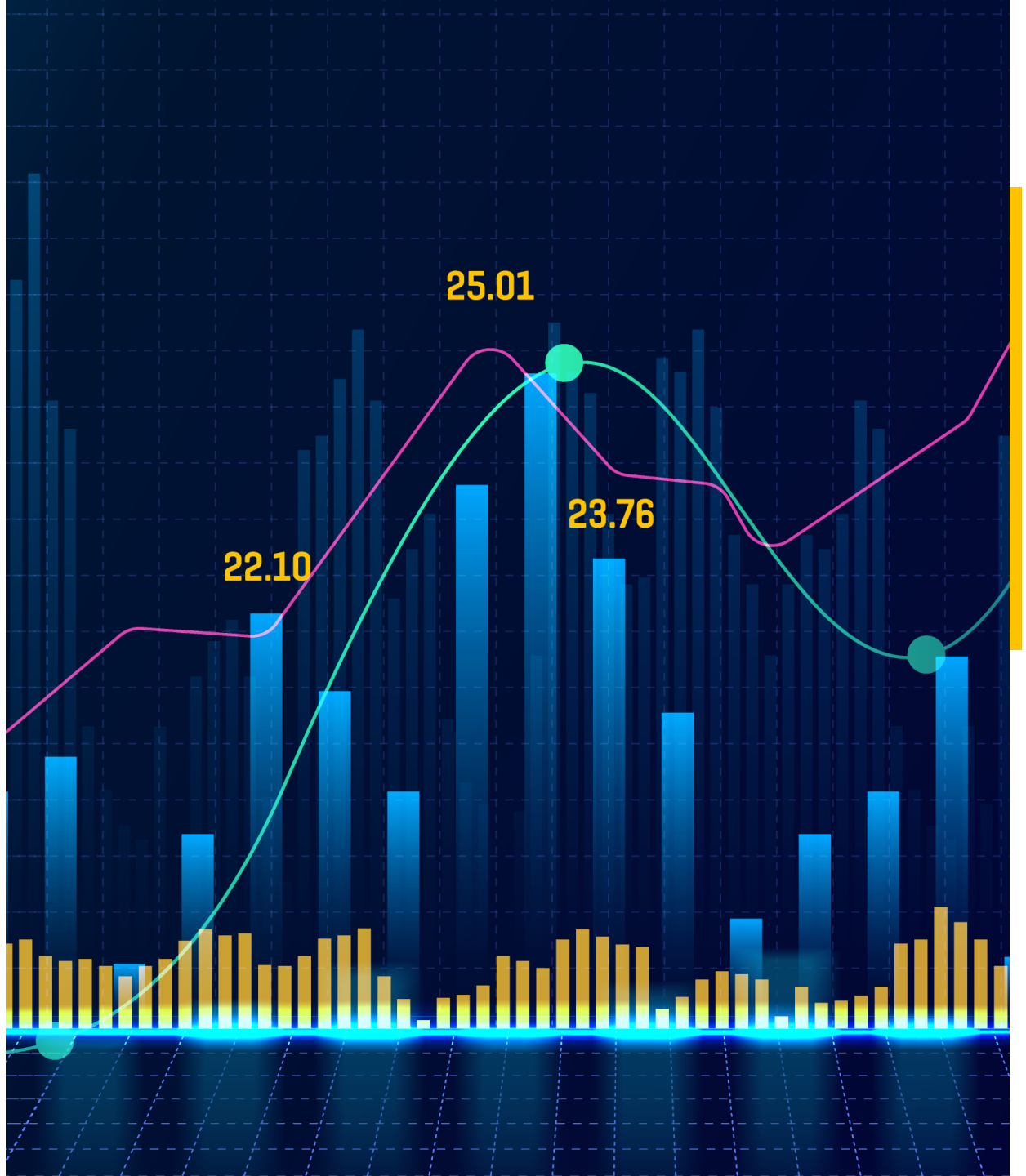
- *Commercial Real Estate Indicator*: développer des indicateurs relatifs au marché physique (indice des prix, indice de location, indice de rendement locatif, taux de vacance, etc.) du secteur immobilier commercial.

Ordre du jour

4. Discussion libre

Ordre du jour

5. Conclusion du Président



Merci pour votre participation au Comité des statistiques publiques